



L'ALTERMONDIALISTE

« d'autres possibles sont de ce monde »

« L'homme a survécu jusqu'ici parce qu'il était trop ignorant pour pouvoir réaliser ses désirs. Maintenant qu'il peut les réaliser, il doit les changer ou périr » William Carlos Williams (1883-1963)

Première Monnaie Locale en France !

Le Soleil

Vert ou

les bonnes aubaines du greenwashing
lire page 13 à 15

Un Village anti-

capitaliste

en Andalousie
lire page 7 et 8



Hélène, bénévole de l'association « Agir pour le Vivant », nous présente un billet de cette nouvelle monnaie locale et complémentaire « L'Abeille », lire page 3 à 6

EDITO Tentons un peu d'optimisme en ce début d'année, avons nous d'ailleurs le choix ? Oui, sans doute. Nous pouvons tout aussi bien égrener notre lot de mauvaises nouvelles et de catastrophes en tous genres mais, je me dis que les grands médias s'en chargent, alors je préfère dire ce qui m'a réconforté. Tout d'abord cette association villeneuvoise « Agir pour le vivant » et l'extraordinaire enthousiasme qu'on y rencontre. Ils nous parlent de « l'abeille », « leur » monnaie locale, comme d'un enfantement, les bénévoles de cette association sont conscients du rôle de pionniers qu'ils remplissent, du moins en France. Les médias locaux ont rapporté l'évènement largement. Aussitôt, un grand nombre de collectifs partout en France s'empressent de leur demander moult conseils, « l'abeille » va essaimer sans aucun doute. Autre sujet de réjouissance, Marinaleda, cette petite ville d'Andalousie est tenue depuis 30 ans par Sanchez Gordillo, clone du grand « Che », est réélu sans discontinuité. Comme quoi, un îlot socialiste peut exister dans un pays où l'économie libérale sévit autant qu'ailleurs. Geneviève Decrop « petit clin d'œil au célèbre film de Richard Fleischer : Soleil Vert », nous narre les dessous d'une politique soit-disant écologiste, le capitalisme n'a pas fini de faire des contorsions, pour survivre en tout terrain, contre vents et marées, et malgré l'évidence qui s'impose : sa disparition est une des conditions de notre survie ! Pour finir, si vous trouvez l'hiver bien long, si vous êtes parfois seul alors je vous propose ce conseil de Gainsbourg avec l'une de ses premières chansons : « suspends un jambon, un violon à ta porte et tu verras rappliquer les copains, tous tes soucis, que le diable les emporte, jusqu'à demain »....*Cl Le Guerrannic*

SOMMAIRE

Pages 3 et 6 : « L'abeille » première monnaie locale en France, enquête de Claude Le Guerrannic

Pages 7 et 8 : Marinaleda, un îlot anticapitaliste par Silvia Grijalba

Pages 8 et 9 : Troupeau de Vaches bio en danger par

Pages 9 et 10 : Ouf ! Pas de lois pour les Yourtes par Sylvie Barbe

Pages 13 à 15 :
Soleil Vert
par Geneviève Decrop

Dépôts-vente

ALBI : Librairie Guillot, et au Séquestre : Ô Saveurs payannes	Blanc, biomaïl (épicerie bio)	MAZAMET : Le Pot Ethique (café alter)
CASTRES : Biocoop	GRAULHET : L'ibere Familier (café alter)	VAOUR : Friperie
CORDES : Le Panier Naturel (épicerie bio), Le Comptoir des Iles et du Terroir (restaurant bio)	LES CABANNES : Friperie	VILLEFRANCHE D'ALBIGEOIS : Emmaüs
GAILLAC : Librairie Noir sur	LYON : A plus d'un titre (librairie)	

Journal en vente dans la plupart des dépôts de presse sur Midi - Pyrénées

L'Abeille – première monnaie locale en France – Villeneuve sur Lot en a la primeur –

La révolution économique est en marche, il n'est nullement besoin d'attendre « la moralisation » du capitalisme promise par notre président, une poignée de citoyens se prennent en charge pour relocaliser l'économie, ils créent leur monnaie !

Lorsque l'on arrive aux abords de la Halle de Villeneuve sur Lot, c'est l'agitation à l'entrée du marché couvert de la ville. Ce samedi 23 janvier est un jour important pour les membres de l'association « Agir pour le Vivant », c'est le lancement officiel de « L'Abeille », première monnaie locale en France. Dans ce goulot d'étranglement ça se bouscule, on y trouve des panneaux explicatifs et de nombreuses et nombreux bénévoles pour vous expliquer comment ça marche. Ensuite, si cela vous intéresse vraiment, vous pouvez vous diriger vers Hélène qui vous fera remplir le bon d'adhésion à l'association, encaissera vos euros et vous remettra vos premières coupures de l'Abeille. Le stand ne désemplit pas de toute la matinée, en plus des clients habituels au marché local, de nombreux curieux, des journalistes de TV régionale, l'évènement est bien couvert, grâce notamment à un article paru 4 jours plus tôt dans la Dépêche du Midi. J'interroge Viviane qui vient acheter des « abeilles », qu'est-ce qui vous motive dans cette démarche ? : j'achète pas mal bio, je veux manger des produits du terroir, participer à l'économie locale, moins de trajets c'est moins de pollution, c'est aussi un acte citoyen.

Brigitte Balavoine et Françoise Lenoble m'expliquent qu'avant de se décider à « battre monnaie », elles planchaient sérieusement sur l'application de la monnaie « SOL » lancée par Patrick Viveret. Cette monnaie SOL n'est pas une vraie monnaie alternative car elle ne fonctionne qu'avec une carte A+, ce qui a amené bien des réticences, ses conditions d'utilisation sont limitées lorsqu'on veut faire du « local ». Son usage très sophistiqué ne correspondait pas vraiment à une application dans la proximité, qui est un des objectifs importants du projet. Ce qui les a décidé à la création d'une vraie monnaie locale, c'est la rencontre avec Philippe Derruder auteur du livre « Rendre la création

monétaire à la société civile ». A contribué également à prendre cette décision, c'est l'appui d'Hervé Ricard, gérant de la bio-coop locale, qui s'intéresse depuis longtemps à la question.

Cette monnaie, dont les appellations officielles sont « monnaie locale complémentaire » ou « bons d'achat », se présente sous la forme de coupures de 1, 2, 5, ou 10 abeilles valant respectivement 1, 2 5 ou 10 euros. On échange ses euros contre des abeilles que l'on pourra utiliser pour payer ses achats auprès des producteurs ou commerçants locaux adhérents à l'association « Agir pour le vivant » et ayant signé un contrat d'engagement. Ceux-ci doivent respecter la charte de l'association au mieux de leurs possibilités, achat de matières premières locales, bio ou s'inscrivant dans la démarche du bio etc... Actuellement, l'association compte seulement une quinzaine d'adhérents



professionnels, mais leur nombre devrait croître assez rapidement, plusieurs dossiers sont en cours, certains membres sont très enthousiastes, ils en parlent beaucoup autour d'eux, il y a une vraie dynamique. On y trouve des maraîchers, producteurs de fruits, de céréales, boulangers, éleveurs, producteurs de vin, commerçants bio, produits de santé, naturopathe, couture, vêtements, livres etc...et peut-être bientôt un café à Villeneuve sur Lot. Un petit détail, lorsque la somme à payer ne tombe pas rond, on complète avec des euros. Les producteurs et commerçants recevant ces abeilles peuvent les dépenser auprès des autres professionnels adhérents et ainsi les abeilles vendus par l'association ne sortent pas du circuit local. Les professionnels doivent déclarer les ventes comme si elles étaient réalisées en euros. L'abeille se dévalue de 2% tous les 6 mois et pour continuer à l'utiliser, on doit acheter à

l'association une vignette pour une valeur de 2% du prix du billet et à coller sur les billets, c'est le principe des monnaies fondantes. Les professionnels n'ayant pas suffisamment usage de leurs abeilles peuvent les rendre à l'association contre des euros, moyennant une dévaluation de 2%. En cas de déménagement, les consommateurs peuvent aussi reconvertir leurs abeilles en euros moyennant la même dévaluation. Les sommes recueillies servent à payer les frais de fonctionnement de l'association, impression des billets etc... , mais aussi à alimenter un compte à la NEF servant à financer des projets locaux dans l'esprit de la charte de l'association avec des prêts à faible taux d'emprunt. Tous les euros reçus par l'association pour l'achat des billets, constituent le fond de garanti du système, ces sommes sont également déposées à la NEF, banque coopérative de l'économie sociale et solidaire.

Les billets

Ceux-ci représentent un site de Villeneuve sur Lot ou de la région, ce sont des reproductions d'œuvres d'un peintre local, Jean Claude Maurel qui en a gentiment autorisé l'utilisation. Les billets sont imprimés localement sur un papier infalsifiable à l'aide d'encre végétales. La

municipalité observe cette initiative citoyenne avec une pointe de curiosité, mais sans manifester de réel intérêt, « l'abeille » doit faire ses preuves...espérons que cette curiosité ne se transforme pas en hostilité.

Les monnaies locales en France et dans le monde

En France, deux villes ont connu leur monnaie locale dans les années 50, avec un franc succès, il s'agit de Lignières en Berry dans le Cher et de Marans en Charente Maritime. Dans les deux cas, on s'inspira de théories publiées dans les années 1920 de l'économiste Sylvio Gesell. Ces monnaies françaises faisaient suite à la Wara, créé en Allemagne consécutivement à la crise de 1929. Victime de son succès, elle fut interdite par la banque fédérale de l'époque. Quoiqu'il en soit, d'autres villes en France sont prêtes à emprunter le même chemin, à Pézenas le projet semble bien avancer, avec déjà un nom de monnaie « L'Occitan ». Il existe également des projets en Bretagne, en Ariège, en Ardèche, dans le Lot et le Tarn et Garonne. Les premières monnaies alternatives de notre histoire moderne datent des années 80, aux Etats Unis (Itaca), au Canada, en Australie, en Angleterre mais aussi dans d'autres pays d'Europe dont l'Allemagne avec son Chiemgauer, cette monnaie a cours

dans un rayon d'action équivalent à deux départements français, elle a été mise en service en 2003 avec 60 partenaires, elle en est actuellement à 600 partenaires. Les partenaires sont définis comme étant les professionnels producteurs ou commerçants acceptant d'être payé en monnaie locale. En Angleterre les premiers projets ont démarré il y a deux ans, on compte actuellement 4 villes qui ont adopté une monnaie locale, Lewes, Totnes, Stroud et Brixton. Nous assistons à une sorte de mondialisation à l'envers, écologie et crise économique oblige. La démondialisation est en marche avec ces monnaies locales qui participent à la relocalisation de l'économie et mais aussi à une reconquête du pouvoir citoyen. Dans le même ordre d'idées, citons les « Villes en Transition » qui sont parfois les mêmes villes ayant adoptées une monnaie locale (voir l'encadré).

Bon vent aux monnaies locales...

L'Association « Agir pour le vivant »

Cette association était constituée au départ d'une dizaine de personnes se connaissant depuis plusieurs années, actuellement l'association compte une soixantaine d'adhérents tous bénévoles. « *Nous cherchions à agir au local dans le domaine de l'environnement, de l'écologie et pour une vraie transformation de la société. Cette monnaie locale est donc un projet venant de la base, j'estime que nous devons saisir le pouvoir que nous avons entre les mains nous dit Françoise Lenoble* ». Joachim Mélo, ancien séminariste, a créé une monnaie locale dans les favelas brésilienne et celle-ci est un beau succès : « *Nous nous demandions pourquoi*

Cl. Le Guerrannic

Contact : « Agir pour le vivant » Maison de la vie associative 47300 Villeneuve sur Lot
06 83 04 17 92 – 05 53 40 33 82

A lire :

« *Les monnaies parallèles, unité et diversité du fait monétaire* » Jérôme Blanc – Edit : L'Harmattan
« *Les SEL – Une utopie anticapitaliste en pratique* » Smaïn Laacher – Edit : La Dispute
« *Rendre la création monétaire à la société civile* » Philippe Derruder – Edit : Yves Michel

nous étions si pauvres et nous avons remarqué que l'argent gagné ici était dépensé à l'extérieur, ce qui nous a conduit à cette idée de monnaie locale », propos rapporté lors d'un séminaire sur les monnaies locales à Nanterre en décembre dernier, séminaire auquel a participé Françoise Lenoble. De même, Bernard Liétard, un économiste belge ayant participé à la création de l'euro, aujourd'hui à la retraite, en arrive aux mêmes conclusions, la solution, c'est les monnaies locales : « *Une poignée de personnes tiennent le monde et nous manipulent, la monnaie locale c'est l'émancipation* ».

« L'Occitan » future monnaie locale à Pézenas : Une monnaie locale...

Cette initiative monétaire a été impulsée par le président de l'ACAI, Jean-François Marquès, qui souhaitait créer un outil de marketing et de fidélisation à destination de la clientèle du commerce du centre ville principalement. C'est pour ce président dynamique et motivé « un moyen de relancer l'économie locale et, pourquoi pas, concurrencer les grandes surfaces. » Ce concept novateur en France a été bien pensé par l'association des commerçants. Cette nouvelle monnaie à l'effigie de Molière se matérialisera sous la forme de billets déclinés en coupure de 1, 5, 10 et 20. Un « Occitan » vaudra un euro. Ces devises seront distribuées par les commerçants à leurs clients qui les dépenseront chez les professionnels participants, sous forme de bons d'achat ou bons de réduction. « Une monnaie locale est une monnaie "interne", créée par une association ou une municipalité pour servir dans les échanges locaux de biens et services. Ce sont en général des monnaies non convertibles et "fondantes", c'est-à-dire qu'elles perdent leur valeur avec le temps (tout comme les Tickets restaurants ou les bons de réduction des grandes surfaces). Leur rôle est principalement de permettre une relocalisation de l'économie en favorisant les échanges locaux sans dresser de nouvelles barrières douanières. Ce nouveau flux monétaire devrait voir le jour en mai 2010



... pourquoi faire ?

Quand les pauvres inventent une banque véritablement populaire par Agnes Rousseau. Face à la faillite du système financier, et si nous repartions de zéro ? C'est ce qu'ont osé faire les habitants d'une favela de Fortaleza, dans le Nordeste du Brésil. Depuis dix ans, leur banque communautaire, la banque Palmas, leur a permis de développer des activités économiques et de créer près de 2.000 emplois dans un quartier où il n'y avait auparavant ni eau, ni électricité, ni transport, et encore moins de services publics. Loin d'être une utopie lointaine et théorique, la banque Palmas a transformé la vie quotidienne des habitants. Elle est aussi la base d'un autre modèle de développement économique : une économie populaire, forcément solidaire, au service de tous et de la transformation du territoire. Une initiative qui essaime au Brésil comme au Venezuela.

CRÉER DES MONNAIES RÉGIONALES
POUR TRAITER LA CRISE GLOBALE
(séminaire des amis de l'école du management
de Paris) organisé en collaboration avec l'IRE
(Initiative internationale pour repenser
l'économie et Prospective 2100)

Séance du 13 mai 2009

par **Bernard LIETAER**

Research Fellow à l'université de Californie à Berkeley

Ancien haut fonctionnaire de la Banque Nationale de Belgique

Architecte monétaire qui a contribué à la création de l'Euro

Auteur du livre : *Monnaies régionales : des nouvelles voies vers une prospérité durable* (Charles Léopold Mayer, 2008)

Compte rendu rédigé par Yves Dougin (extrait)

« La crise bancaire et financière fait la une des médias depuis des mois.

Pourquoi est-elle plus grave que les précédentes ? Quelle en est l'origine systémique ? Pourquoi les solutions conventionnelles (baisser les taux d'intérêt, renflouer les banques, relance keynésienne) ne suffiront-elles pas ? De plus, nous savons qu'elle coïncide avec d'autres défis planétaires sans précédent comme le changement de climat, les effets économiques du vieillissement des populations, et la mutation technologique qui découple la croissance et l'emploi. »

Remettre en cause nos certitudes

Pour mieux comprendre comment l'apport de monnaies complémentaires peut permettre de résoudre les causes systémiques des crises monétaires et financières, il faut d'abord revenir sur deux postulats de base sur lesquels s'appuie l'enseignement de l'économie. Mais qui sont malheureusement faux. Le premier stipule que l'argent est un instrument d'échange neutre n'affectant ni le type des transactions, ni l'horizon ou les types d'investissements, ni les relations entre les utilisateurs. La seconde hypothèse stipule que les « choses sont comme elles sont » et que, par conséquent, le système financier tel que nous le connaissons est un fait établi et immuable : aucun des cours d'économie que j'ai pu consulter n'évoque l'hypothèse d'un système monétaire différent de celui que nous possédons. Pour le commun des économistes, le système monétaire n'est donc pas une variable de décision. Il est une donnée de base supposément immuable. Il existe pourtant de nombreuses preuves empiriques et académiques qui montrent que l'effet du type d'argent utilisé n'est pas neutre ni sur la transaction, ni sur la relation entre les utilisateurs. J'ajouterai enfin que lorsque l'on introduit des monnaies complémentaires, on constate que les gens agissent de façon différente avec elles.

VILLES EN TRANSITION

Les villes de l'après pétrole

Le mouvement des Villes en transition est né en 2005/2006 dans les pays anglophones (sous l'impulsion de Rob Hopkins) et s'inspire fortement du concept de permaculture. On entend par permaculture la création, l'installation et l'entretien de communautés humaines durables qui prennent soin de la terre, des Etres Humains et qui, grâce à l'application correcte de techniques et stratégies de construction, business, agriculture/potager, commerce... crée de l'abondance et de l'harmonie.

Une approche positive globale

Au-delà de tel ou tel ajustement "écologique" dans la ville, on cherche à avoir une **approche positive globale**, dans laquelle les éléments deviennent interconnectés, interdépendants, intégrés. Ainsi, quand ils se soutiennent entre eux, quand les produits d'un élément deviennent les ressources du prochain, que toutes les fonctions importantes sont soutenues par plusieurs éléments, on commence à parler d'une Permaculture.

Pour aider votre ville à entrer en transition, il faut créer un groupe d'une douzaine de personnes, connaissant bien les sujets de raréfaction des ressources et de changement climatique, pour pouvoir enclencher le mouvement de transition. Dans un premier temps, il faut entamer un gros travail de sensibilisation car le principe de l'approche est justement de **sensibiliser au maximum les personnes concernées**, en les abordant de manière positive. En effet, les crises à venir (raréfaction des énergies fossiles à bon marche et réchauffement climatique..entres autres !) doivent être perçues comme de **vraies opportunités de changement et de mises en actions de principes nouveaux.**

Du rôle des communautés

Cette étape est essentielle car il s'agit d'impliquer une communauté dans les actions de transition. En effet, les changements peuvent toujours se faire à un niveau "privé" (chez soi) ou national mais il faut surtout, dans le cas des villes en transition, **explorer le niveau intermédiaire, à savoir celui des communautés.** Des groupes de travail réfléchissent aux solutions à apporter sur un plan économique (par exemple: création de monnaie locale – développement des coopératives), alimentaire (création et soutien aux AMAP, promotion de l'agriculture biologique), énergétique (comment diminuer dans ma communauté la consommation énergétique) et enfin, d'un point de vue des transports/déplacements (promotion des circuits courts, covoiturage, autopartage, place des vélos, etc.). Vous le voyez, **l'approche se veut globale et toujours positive.** Heureusement car il faut bien avouer que face aux urgences écologiques et climatiques qui nous attendent, mieux vaut se regrouper et positiver nos actions. Enfin, **la notion de transition me paraît essentielle.** Ce n'est pas du jour au lendemain que nous arriverons à trouver toutes les solutions mais bien au contraire, en avançant, en explorant et en nous questionnant en permanence sur l'interconnexion de nos actions. *Grégoire*

Marinaleda : Un îlot d'anticapitalisme

(Source : <http://www.npa2009.org>)



En Andalousie, le maire et les habitants d'une petite ville ont décidé d'appliquer une politique-anticapitaliste.

Si Marx était vivant, il irait vivre à Marinaleda. Une petite ville andalouse du côté de Séville, qui n'a pas été touchée par la crise et dont le maire Juan Manuel Sanchez Gordillo; est réélu sans discontinuer depuis 30 ans. Pour obtenir un tel résultat, l'édile a commencé par l'essentiel : le droit au logement, au travail, à la santé et à l'éducation. "Il nous a fallu trente ans pour en arriver là. Pas besoin d'être grand clerc, pour comprendre que ce sont nos solutions qui marchent. La spéculation immobilière, elle, ne pouvait rien donner de bon. C'est la cupidité qui a plongé le monde dans la crise. Les gens sont surpris lorsqu'ils voient qu'ici, il n'y a presque pas de chômeurs et que tout le monde a sa propre maison. Mais c'est pourtant ça qui est normal. Ce qui n'a pas de sens, c'est ce qui se fait ailleurs. Et qu'on ne vienne pas me dire que notre expérience n'est pas transposable : n'importe quelle ville peut faire la même chose si elle le souhaite". Marinaleda est d'ailleurs devenue à la mode : Le New York Times, qui cherchait à démontrer comment certaines recettes marxistes peuvent fonctionner, lui a consacré un reportage. L'aventure a commencé

il y a trente ans, quand les habitants ont décidé d'appliquer à la lettre le slogan "la terre appartient à ceux qui l'exploitent" et de confisquer 1200 hectares en friche appartenant au duc de l'Infantado, un coup de force qui a valu aux habitants de Marinaleda plusieurs années de lutte, de manifestations et de batailles judiciaires. "le taux de chômage était très élevé, le peuple avait besoin de ces terres", explique le maire. "Nous les avons utilisées pour construire l'usine de conserves de légumes qui fonctionne toujours et qui a permis d'éliminer le chômage. Cela a changé la vie de tout le monde ici. Le système est simple : les habitants ont créé une coopérative qui ne redistribue pas les bénéfices. "On a tout réinvesti pour créer encore plus d'emplois. C'est aussi simple que cela. Chacun a fait ce qu'il faut pour vivre, c'est tout." Le salaire des travailleurs, (de tous les travailleurs, quel que soit le poste qu'ils occupent) est de 47 € par jour. Six jours par semaine, à raison de six heures et demi de travail quotidien -c'est à dire 1128 € par mois-. Mais les dits travailleurs n'ont pas beaucoup de dépenses, car ceux qui sont inscrits au plan de logement de la mairie paient 15 € par mois pour leur maison . "Les maisons sont construites sur des terrains municipaux. Celui qui fait la demande s'engage à construire sa propre maison, mais il est aidé par un chef de chantier et un architecte rémunérés par la mairie. Nous avons un accord avec le gouvernement régional d'Andalousie, qui fournit les matériaux. En deux ou trois ans, les travaux sont terminés, la maison appartient à celui qui l'a bâtie, et il n'a plus qu'à payer 15 € par mois". Un prix dérisoire pour une maison de 90 m² qui peut être agrandie au fur et à mesure que la famille s'agrandit. Le plein emploi et les logements à prix imbattables sont probablement les aspects les plus visibles de la politique municipale, mais Marinaleda réserve d'autres surprises. par exemple, il n'y a pas de policier, " nous en avons un, mais nous avons décidé d'économiser ce salaire quand il a pris sa retraite.

"Il n'y a pas de vandalisme, par exemple, parce que tout a été construit par les gens du village. Si un jeune ou son père ou un ami a installé un banc, il n'y a pas de raison de le dégrader ou d'y faire des graffitis, non ? Le fait que les budgets soient approuvés par tous contribue également à l'absence de délinquance.

La confiance de ses administrés, Gordillo, la doit aussi à sa gestion de la mairie. "Avant d'accepter le mandat, nous devons nous engager par contrat à toujours être les derniers à percevoir un quelconque bénéfice. C'est à dire, que si nous décidons, lors d'une

assemblée, d'attribuer de nouvelles maisons et qu'un élu en a besoin, il sera toujours le dernier sur la liste. Pour ce qui est de la rémunération, nous ne touchons rien. Je n'ai jamais rien touché pour faire de la politique. je suis enseignant, c'est de ce travail que je vis"

Silvia Grijalba (traduction par correspondant).

Troupeau de vaches bio en danger !

Nous, les agriculteurs sommes responsables de fournir aux consommateurs une nourriture saine. De quoi s'agit-il ? La FCO-FCE (fièvre catarrhale Européenne) est une maladie qui touche les animaux ruminants. Elle n'a rien de comparable avec la grippe H1N1 : elle est non transmissible à l'homme, non contagieuse (uniquement transmissible par piqûre), et peu pathogène pour des animaux en bonne santé. Comme dans d'autres pays (Afrique du Sud, d'où elle est originaire) les animaux développent une immunité naturelle, qui dure toute la vie. Il existe 25 formes différentes (sérotypes) de cette maladie, à ce jour. Alors, où est le problème ? Le Ministère de l'Agriculture a rendu obligatoire pour tous les élevages la stratégie vaccinale contre la fièvre catarrhale (le coût de la campagne de vaccination 2010 est estimé à 98.000.000€ ; il y a des gros intérêts financiers en jeu). Ces vaccins sont fabriqués avec des adjuvants très agressifs et allergisants (hydroxyde d'aluminium et sels de mercure -thiomersal). Vraiment pas très bon pour la santé du consommateur, tout ça. Ni pour la santé de nos animaux. La vaccination est-elle utile et efficace? La stratégie de vaccination devrait protéger l'animal et limiter ou éradiquer la maladie. En réalité, un animal en bonne santé n'a pas besoin d'être protégé. Il a des moyens naturels pour se défendre tout seul. De plus, d'une part, la vaccination contre la FCO produit une immunité vaccinale de très courte durée (6-12 mois) et doit être renouvelée tous les ans. D'autre part, la FCO ne peut pas être éradiquée par cette stratégie, vue la présence de la faune sauvage ruminant(qu'on ne peut évidemment pas

vacciner) et la grande quantité de moucheron(le vecteur de transmission de la FCO), dans nos régions. Pourtant, il existe une solution bien simple et efficace : laisser faire l'immunité naturelle.

Le danger pour vous ? Le risque d'une viande comportant de plus en plus d'adjuvants par l'emballage de la stratégie de vaccination. Maintenant en France il y a en général un ou deux sérotypes FCO ; mais à l'avenir, il pourrait y en avoir jusqu'à 25. Et nous ne sommes pas à l'abri de voir arriver d'autres maladies tropicales, suite à la mondialisation et au réchauffement climatique. Où allons-nous si nous devons vacciner nos troupeaux tous les ans contre toutes ces maladies ? Ne vaut-il pas mieux garder la vaccination pour des situations avec des maladies réellement dangereuses ?

Le danger et des menaces pour les animaux et pour nous? Comme les consommateurs de viande de la ferme Mille Fleurs le savent déjà, nous voulons défendre une nourriture et un environnement sain et une vie animale dans les meilleures conditions naturelles possibles. C'est ainsi que nous nous battons pour la liberté vaccinale dans le cadre de la FCO (Fièvre Catarrhale Ovine). Nous ne sommes pas des opposants irréductibles à la vaccination en générale, mais nous sommes convaincus que dans le cas présent les éleveurs n'ont rien à y gagner, et les consommateurs encore moins, bien au contraire. Jusqu'à récemment nous pensions que le pire serait une amende de 750€ par vaccin par animal ,2 vaccins pour chaque animal de plus de deux mois et demi. Donc maximum 75.000€. Ce qui voudrait dire la faillite de la

ferme. Mais nous avons découvert que les autorités ont la possibilité d'une autre intervention : une prise de sang forcée, qui peut mener à des conséquences désastreuses. En effet dans le cas où l'examen de virologie se révèle positif pour une seule vache (par ailleurs saine), il

faudra l'euthanasier et ensuite faire abattre tout le troupeau ! Or les résultats d'analyse pour cette maladie sont connus comme peu fiables. Tout ce massacre pour une maladie pas grave en soi, et non transmissible à l'homme.

La Ferme des Milles Fleurs

Signez les pétitions pour la liberté vaccinales ! En France, les éleveurs refusant la vaccination contre le FCO se sont regroupés en collectifs départements,

liés entre eux, soutenus au niveau national par des vétérinaires. Voir leur site

<http://www.giezoneverte.com> , Ce site vous fournis tous les détails pour comprendre cette situation si complexe. A écouter aussi :

http://sites.radiofrance.fr/chaines/franceculture2/emissions/terre_a_terre/fiche.php?diffusion_id=70394

Pour la ferme SCEA Mille Fleurs

Jos de Wildt et Ernestine Morsink

Fouillat, 63810 CROS Tel: 04.73.22.25.10 <http://milfleurs.free.fr>

e-mail : milfleurs@free.fr

Ouf, pas de loi pour les yourtes ! (extrait d'un texte de Sylvie Barbe que pour des raisons de place nous n'avons pas pu reproduire en entier)

Je ne discute dans cet article que du point de vue de la défense des yourtes et de tout ce qui concerne le droit de vivre tranquillement dans sa yourte, et pas du tout de l'ensemble des propositions de la loi qui vient d'être soumise à l'Assemblée Nationale sous le titre :

« pour un tiers secteur de l'habitat participatif, diversifié et écologique ». Cette proposition de loi présentée par les trois députés verts Noël Mamère, Yves Cochet et François de Rugy, sera votée (et refusée) ce jour, Mardi 8 Décembre.

Plusieurs points ont déjà été examinés, mais mon propos concerne uniquement le titre 3, concernant « les dispositions relatives à la reconnaissance du statut de l'habitat mobile, diversifié et écologique ». C'est en effet dans ce chapitre que nous avons pour la première fois entendu parler des yourtes à l'Assemblée Nationale. Et malheureusement, disons le tout de suite, et c'est ce que je vais développer ici, dans un sens qu'un certain nombre d'habitants en yourte et moi-même ne corroborons pas. Ces dispositions et ce titre reflètent le melting-pot et la confusion qu'une multiplicité de pratiques du logement alternatif génèrent dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler le tiers secteur de l'habitat.

Ce tiers secteur est sensé regrouper tout habitat qui se situe en dehors de la bipolarité du secteur privé du logement, entièrement livré à la spéculation et aux promoteurs, opposé de façon dramatiquement dichotomique au logement social dominé par les organismes HLM. Entre le privé régi par le dictat du marché, et le public livré aux fonctionnaires d'Etat vendus aux intérêts capitalistes de la construction et du bâtiment, il existe bien un tiers secteur du logement, où se trouve pêle-mêle : * les rebuts et les échecs de la politique libérale, constitués par la large frange de mal logés ou pas logés du tout, objets des dénonciations et mobilisations d'associations du droit au logement, réclamant le plus souvent des mesures d'urgence pour pallier aux drames actuels de l'exclusion et de la relégation,

* les balbutiements d'une démocratie participative, portés par des collectifs se regroupant sur des projets solidaires d'auto-promotion et d'auto-construction d'habitats écologiques et sociaux,

* de nombreuses initiatives individuelles de prise en charge globale de sa vie, dans une posture de rejet de l'assistantat et de la ghettoisation catégorielle : projets de vie autonomes et cohérents où le logement est une

maille d'une chaîne remettant en question fondamentale la marchandisation des besoins primaires. Ici, la pratique de l'habitat est engagement politique, considérant le droit au logement, comme le droit à l'alimentaire, à la terre, à l'eau et à l'énergie, biens communs de l'humanité, nécessitant une lutte de réappropriation par les usagers.

Evidement, ces différenciations se rencontrent et se recoupent entre elles en beaucoup d'endroits, mais les appréhender ensemble, sans avoir au préalable identifié les spécificités et les originalités de chaque situation ou de mode de vie, qu'il soit subi ou choisi, engendre une confusion préjudiciable des revendications et des pratiques expérimentales. Si je situe les yourtes au niveau des initiatives privées engagées, je partage entièrement la dénonciation de la politique du logement du DAL et autres associations socialement impliquées sur le terrain de l'urgence qui font un travail indispensable..

Tout en étant solidaire de ces luttes, je revendique cependant la sortie de la stigmatisation de la précarité, pour redéfinir une notion de droit à la dignité, pas une loi, qui s'affranchisse de la consommation obligatoire

d'un certain nombre de normes, que ça soit en salubrité, équipement ou affiliation aux réseaux d'énergie. Une dignité qui passe par un sentiment assumé de dépendance, de responsabilité et de solidarité avec les peuples mis en danger par les pratiques outrancières du développement et du confort des sociétés occidentales.

C'est pourquoi, en tant qu'auto-constructrice et habitante en yourte depuis quinze ans, pionnière en France de ce mode de vie, exemple d'expérimentation concrète du mouvement politique des objecteurs de croissance, je ne me reconnais pas dans l'appellation alambiquée ci-dessus, «habitat mobile, diversifié et écologique» et encore moins dans les revendications exprimées par Messieurs Cochet, Mamère et de Rugy sur le point précis des yourtes.

Ceux-ci, en voulant faire reconnaître à juste titre le droit à l'expérimentation, à l'accompagnement à l'innovation, et faire cesser l'inégalité de traitement et d'application des textes et lois sur le territoire, proposent de rajouter de la loi pour faire respecter la loi....

Sylvie Barbe, auteure de « Yurtao, la voie de la yourte »

Porte parole de l'association « Demeures Nomades » qui gère un camp de yourtes en Cévennes, et d'un collectif en formation d'habitants et usagers de la yourte.

Pour toutes informations complémentaires contacter :

Association CHEYEN. La Cantonade. 30160 Bessèges.

04.66.54.84.77.(matin sauf Jeudi)

yourtescheyen@orange.fr.

www.yurtao.canalblog.com.

INITIATIVE A TOULOUSE

En lien avec Le Clic Cool Café (rue de la Digue) et le réseau décroissance de Toulouse, Les Pavillons Sauvages, lieu squatté propose diverses activités: un jardin écologique partagé, un compost, des salles de répétition et de concerts, le siège de plusieurs associations et/ou activités parmi lesquelles Un bébé au Naturel, Elémen'terre, 2 AMAPs, etc. et la fabrication de pain dans un four autoconstruit sur le lieu. Vous pouvez assister à une fournée et humer la bonne odeur du pain tout chaud, mmmhhh...

Collectif Toulouse Décroissance

06 64 99 20 82

<http://lespavillonssauvages.org>

45 rue des Chaussas - 35, avenue Jean Dagnaux quartier des minimes 31200 Toulouse

Méto : Canal du midi

A LIRE

Jann-Marc ROUILLAN « Paul des Épinettes et moi » Sur la maladie et la mort en prison
Préface de saison, par les éditeurs

D'abord une rumeur. Puis des cris. Des cris d'homme. Si mes phrases hésitaient, mon corps, lui, avait su tout de suite. Du bord de la falaise on la voyait, tapie au creux du vallon, un bon kilomètre devant nous. Sans obstacle, portées par le vent, les voix de la prison volaient jusqu'à nous. La rumeur amplifiait l'architecture de torture. Pétrifiée, je suivais les murs, les chemins de ronde, les miradors, les cours de promenade, les myriades de grilles aux fenêtres... Je connaissais si bien le tableau. La puanteur des soirs de peur. Quand on existe malgré tout. Quand la mort rode, de cellule en cellule, invisible sur les coursives, invisible aux yeux des détenus. Comme les autres, je tremble, humilie comme les autres par la défaite féroce des misérables. Mais quelque chose avait changé. Cette fois je témoignais de la rencontre des deux mondes...

<http://www.agone.org/pauldesepinettesetmoi/> 256 pages, 11 x 17 cm, 10 euros

STEF LE DECROISSANT (bande dessinée)

dessins de Pierre Druilhe – textes de Vincent Cheynet (domi)

Compilation d'une série d'aventures de différents personnages ayant de près ou de loin un trait de ressemblance avec des personnes existantes ou ayant existées.

Prix : 4€

Hors série du Journal de la Décroissance

« Alternatives pour se débarrasser du capitalisme »

2 ème Séminaire - 6 et 7 mars 2010 à St Jean du Gard (30)

«Habiter : Une Critique de l'Urbanisme »

Dans le cadre du Rassemblement de l'Ecologie Radicale (anti-capitaliste, anti-productiviste, altermondialiste), il a été envisagé d'explorer certaines pistes et de les traduire en projet et alternatives concrètes.

Ce Séminaire est ouvert aux différentes sensibilités anti-capitalistes et écologistes souhaitant dépasser l'approche néo-keynésienne de régulation et de répartition des profits pour proposer des alternatives remettant en question les fondamentaux du capitalisme. C'est dans le cas présent une critique d'un Urbanisme au service du capitalisme industriel (qui a entraîné une ségrégation urbaine), puis ensuite au service de la grande distribution et de l'industrie automobile (qui a entraîné isolement et éloignement)

Une équipe locale, ouverte et diversifiée, s'est mise en place pour gérer l'élaboration du programme, l'inscription et l'accueil des participants. Tous ceux qui veulent contribuer à l'élaboration thématique peuvent se faire connaître et commencer à proposer des intervenants (chercheurs, associations...) ou des contributions.

Contact : inscription.seminaire@gmail.com

Renseignements ; <http://habiter.les-oc.info/>

nous envoyer vos contributions et débats sur le
site : contributions@ml.les-oc.info

Devant le tribunal de Paris, les producteurs de raisin réclament 500 000 euros à une association écologiste

LE MONDE 07.01.10

Une association écologiste, le Mouvement pour les droits et le respect des générations futures (MDRGF), assignée devant le tribunal de Paris pour dénigrement par une organisation professionnelle, la Fédération nationale des producteurs de raisins de table (FNPRT) : l'affaire, déjà médiatisée à l'époque des faits, a été examinée, mercredi 6 janvier.

L'hostilité entre l'association présidée par François Veillerette et les agriculteurs conventionnels est déjà ancienne, mais c'est la première fois qu'elle se manifeste devant la justice.

En novembre 2008, le MDRGF, qui est la principale association spécialisée sur l'utilisation des pesticides dans l'agriculture en France, publiait sur son site Internet les résultats d'analyses effectuées par un laboratoire allemand sur du raisin acheté en grande surface, en France. L'enquête, effectuée dans cinq pays européens par cinq associations, concluait à des résidus de pesticides sur 99,2 % des raisins testés.

En février 2009, la FNPRT attaquait l'association, lui demandant notamment des dommages et intérêts de 500 000 euros - soit cinq fois le budget annuel du MDRGF - au motif d'une baisse des ventes de raisins.

"Propagande"

"On ne peut pas véhiculer sur le Net tout et n'importe quoi, et surtout interprété n'importe comment !", s'est insurgé d'entrée Me Patrick Gontard, défenseur de la FNPRT.

Brandissant un tract distribué à l'entrée du tribunal, il affirmait que la présence dans la salle d'audience de militants du MDRGF prouvait bien qu'il s'agit d'une "association qui a une énorme capacité de mobilisation" pour faire de la "propagande". L'avocat a accusé le site de l'association de ne pas avoir montré clairement que les résidus de pesticides étaient inférieurs, pour les raisins français, aux normes nationales et européennes.

"L'agriculture traditionnelle a toujours utilisé les pesticides, a-t-il poursuivi. La question n'est pas de savoir s'il y a des résidus de pesticides, mais si ces résidus dépassent les normes."

Quelques minutes plus tard, l'avocate du MDRGF, Corinne Lepage, lui répondait : "Mais le problème ce n'est pas ça : le problème c'est que ça se sache !" L'ancienne ministre de l'environnement, favorable à un statut pour les "lanceurs d'alerte", n'a pas accepté par hasard de défendre le MDRGF. Selon elle, ce procès relève de "l'intimidation à l'égard des associations qui disent des choses et, derrière, à l'égard de la presse qui les reprend".

Pour Me Alexandre Faro, qui défendait également le MDRGF, l'étude, publiée fin novembre 2009, ne peut pas être la cause réelle de la baisse des ventes de raisin, qui s'effectuent majoritairement d'août à octobre. Les avocats de l'association ont réclamé 5 000 euros de dommages et intérêts pour procédure abusive.

La décision du tribunal a été mise en délibéré au 10 février.

Agathe Chaigne

Article paru dans l'édition du 08.01.10

Soleil vert ou les bonnes aubaines du greenwashing

Le **greenwashing** consiste à teindre en vert l'économie classique, sans changer aucun de ses rouages, ni aucun de ses réflexes – un trompe l'œil, en un mot, avec en plus, ce résultat d'étouffer l'inquiétude écologique salutaire sous un édredon de bonne conscience. On vient d'en avoir de nouveau un exemple magistral avec la politique d'équipement en énergie photovoltaïque, accompagné d'un véritable matraquage publicitaire. Donc, avec le soleil, et moyennant quelques petits investissements, le client va, lui dit-on, décrocher la lune. Le guide Agir du photovoltaïque vous promet rien de moins que : 1) des grands mérites moraux en tant que militant de la lutte contre le changement climatique ; 2) un juteux commerce en revendant l'électricité produite ; 3) un investissement à peu de frais, grâce à la bonne aubaine fiscale ; 4) une niche fiscale au long cours. C'est du « gagnant-gagnant » comme notre époque en raffole. Le guide publicitaire fait miroiter en effet un revenu net entre 1200 et 2000 € par an – avec des taux de rendements de l'investissement entre 11% et 18%. Bien mieux et plus sûr que la bourse, précise-t-il : de la rente garantie par l'Etat. Et cela a été la ruée vers l'or ! Entre novembre et décembre 2009, 3000 dossiers ont été enregistrés par jour (autant que le nombre mensuel dans les mois précédents) : de quoi produire 5,4 gigawatts soit l'équivalent de 6 réacteurs nucléaires. Des panneaux photovoltaïques partout : sur le toit des bergeries, des entrepôts, sur les parkings de grande surface, équipés à la va vite d'un toit pour récolter la nouvelle manne tombée du ciel. Le jackpot ! La France entièrement verte et dorée !

Mais pour ceux qui ne croient plus depuis longtemps au Père Noël, il est urgent de faire les comptes et de sortir des coulisses les perdants-perdants. Il y a d'abord EDF, contraint de racheter l'électricité produite 10 fois (0,60 €) la valeur de production et 6 fois

environ son prix de vente (0,10 € en moyenne) – un courant de plus de basse qualité qui plus est (on reviendra sur ce point), et ce pendant 20 ans, avec indexation du tarif sur l'inflation. Le surcoût de l'opération pour EDF, rien que pour les dossiers déposés en novembre et décembre est évalué à 2,9 milliards d'euros par an qui seront répercutés sur l'ensemble des abonnés, deuxièmes perdants, dont les petits malins de l'aubaine photovoltaïque font partie. Troisième perdant : l'Etat – et deux fois. Un première fois, par la défiscalisation de 50 % de l'investissement, une deuxième fois par la défiscalisation totale des revenus issus de la vente de « votre » électricité. Bon, là comme pour EDF, derrière l'Etat, c'est le citoyen contribuable qui perd, nous aujourd'hui et nos enfants demain, quand il faudra payer la note des déficits abyssaux de l'Etat – sans compter le déficit en véritables et sérieux équipements collectifs. Et de quatre ! Une autre perdante : la biosphère. Deux fois là encore : par la bonne conscience achetée à vil prix qui permettra à ceux qui se sont engagés dans l'opération de s'estimer quitte ; par l'empreinte écologique et carbonique des panneaux photovoltaïques, fabriqués massivement en Chine et utilisant des matériaux rares et des substances polluantes.

Christian Gollier, chercheur au laboratoire d'économie des ressources naturelles LERNA-TSE de Toulouse, a fait le calcul, qu'il livre dans Le Monde du 27 janvier : le coût de la tonne de carbone non envoyée dans l'atmosphère (dit carbone évité) grimpe à 1000 euros par l'équipement en photovoltaïque de l'opération 2009 . Rappelons que Nicolas Sarkozy a fixé à 17 euros la tonne de CO₂, quand la commission Rocard préconisait 32 euros. Bénéfice social plus de trente fois inférieur à son coût social, conclut M. Gollier ! Qu'est-ce qui justifie un coût si exorbitant ? En cherchant bien, on n'en voit qu'un : remplir coûte que coûte les objectifs de

Kyoto. Et permettre à Sarkozy de se pavaner à Bruxelles et à Borloo de pavoiser sur son Grenelle. Sauf qu'en haut lieu on a fini par prendre un peu peur. Le 13 janvier, le gouvernement a publié un arrêté destiné à limiter la casse – timidement. Le prix de vente à EDF baisse de 2 centimes, et plus encore pour les dossiers dont le motif est trop visiblement la bonne aubaine (bureaux, entrepôts et autres étabes), mais encore assez juteux (42 pour les bâtiments neufs et 50 centimes d'euros pour les autres), les tarifs baisseront de 10 % par an à partir de 2012, et l'indexation sur l'inflation ne concernera plus que 20 % du prix de vente. Et surtout, tous les dossiers déposés en novembre et décembre dernier sont annulés et les postulants priés de les redéposer aux conditions nouvelles. Le pactole se dégonfle quelque peu ; toutes les corporations des heureux gagnants ont crié au scandale ! L'affaire reste cependant juteuse et d'ailleurs les marchands de soleil sont repartis à la charge. Eux sont les grands gagnants de l'affaire, avec dame spéculation. Ils sont d'ailleurs foncièrement des spéculateurs, Le Monde du 15 janvier nous informe que « les nouveaux acteurs du photovoltaïque » viennent pour certains de l'immobilier, autre secteur rendu juteux par la défiscalisation (du de Robien au Borloo (déjà !). La gagnante, toutes catégories confondues, est bien la spéculation : la spéculation garantie par l'Etat, sans aucun risque. C'est d'ailleurs ce que dit sans ambages le fameux guide qui se réclame, sans vraiment le dire tout en le disant, du ministère de l'écologie, d'EDF et de sigles de certification plus vertueux les uns que les autres. Le guide nous présente la photo d'un toit tapissé de billets de banque. On a connu un scénario semblable avec l'éolien. Sauf que là, ce ne sont pas les collectivités, mais les particuliers à qui on propose la bonne aubaine, il n'y aura donc sans doute pas d'insurrection de « nymbistes » pour s'y opposer. Des particuliers qui seront vraisemblablement les ultimes dindons de la farce. Dans 10 ans, EDF aura exercé une pression suffisante pour faire encore baisser le tarif d'achat, ou carrément dénoncé le contrat –

ça s'est déjà vu; l'onduleur des apprentis électriciens, indispensables pour transformer le courant continu en courant alternatif aura rendu l'âme – là c'est le seul endroit où le guide Agir émet une fausse note : « la pièce est relativement fragile et il faudra la remplacer tous les 10 ans voire davantage dans le cas d'un choix malencontreux ».

Une fois qu'ils l'auront remplacé, ils pourront consommer leur propre électricité. Enfin, un peu d'autonomie bien gagnée. Las ! leur chère production s'avérera d'une bien piètre qualité, tout juste bonne pour alimenter les ampoules électriques et de l'électroménager de base, mais il sera beaucoup plus douteux de brancher là-dessus des appareils électroniques tels qu'un ordinateur, une télé ou une chaîne hifi. Pour ça, il faudra un appareil autrement plus complexe et coûteux. C'est que l'électricité qu'ils avaient vendue à EDF jusqu'ici était de piètre qualité. C'est bien pourquoi EDF cherchera vraisemblablement à se désengager dès que possible, comme il l'a fait pour les pompes à chaleur dans les années soixante-dix. Vu la dépendance des individus modernes à la hifi et autres gadgets électroniques ultrasophistiqués, il serait bon de s'enquérir de la qualité du courant produit par les centaines de milliers de toitures couvertes de ces écailles photovoltaïques.

La morale de l'histoire, c'est le scandale du détournement à des fins de spéculations financières et politiques des meilleurs principes moraux. Ici le souci vertueux de la lutte contre le réchauffement climatique ; ailleurs le principe de précaution en matière de santé publique, comme on vient de le voir avec l'affaire de la soi-disant pandémie de grippe A. C'était, paraît-il, le principe de précaution et le souci de notre santé à tous qui avaient présidé à l'achat de 97 millions de doses de vaccins. Grâce à l'ex-vice-président de la commission santé du Conseil de l'Europe, le médecin allemand Wolfgang Wodard, on a toutes les bonnes raisons de penser que derrière tout cela se cache l'infiltration de l'OMS et des agences de ce type, par les firmes pharmaceutiques.

Coût pour la collectivité française: quelques 2 milliards d'euros.

Et la morale ultime de l'histoire : il n'y a que deux critères d'évaluation d'un investissement écologique : quel est son bilan coûts/avantages pour la collectivité

présente et à venir et pour la biosphère ?
Quelle autonomie permet-il aux gens qui le réalisent par rapport à la « mégamachine » dont nous sommes devenus les rouages ?

Geneviève Decrop

ELECTIONS REGIONALES : LES OBJECTEURS DE CROISSANCE

Après une entrée timide aux élections européennes, les Objecteurs de Croissance continuent de labourer le terrain et tentent une visibilité dans la sphère institutionnelle. Les OC sont regroupés au sein de plusieurs associations plus ou moins fédérées, dont le MOC (mouvement des objecteurs de croissance) qui a publié un communiqué commun avec le NPA (nouveau parti anticapitaliste) à un niveau national sur une base anticapitaliste et antiproductiviste. Ce communiqué ouvre la voie à des accords régionaux pour d'éventuelles listes communes. Il s'agit d'intérêts réciproques bien compris, donnant une opportunité pour les Objecteurs de Croissance de sortir de l'anonymat médiatique.

Parallèlement, Christian Sunt et Michel Lepasant ont rédigé un document constituant une sorte de « condensé politique » pour les Objecteurs de Croissance, celui-ci est disponible en écrivant à :

contact-adoc@ml.les-oc.info ou si vous êtes sur Midi-Pyrénées à :
contact@oc-midi-pyrenees.info

NUMEROS ANCIENS DE L'ALTERMONDIALISTE DIPONIBLES VERSION PAPIER 1€ + frais d'envoi :

- N° 1 – La décroissance
- N° 3 – La décroissance (se déplacer)
- N° 5 – Alternatives au capitalisme (tour d'horizon)
- N° 6 – Entretien avec Rajagopal – les Roms un peuple sans Etat
- N° 7 – Vivre en Yourte – Retour de Cuba
- N° 8 – Les SEL à l'heure du renouveau – délit de solidarité
- N° 9 – Qu'est-ce que le travail ? débats
- N° 10 – L'Eolien industriel contesté - élections européennes débat
- N° 11 – L'Eco-construction – le socialisme du 21^{ème} siècle (Amérique Latine)
- N° 12 – L'Europe des peuples d'en bas – Santé et notre inconscient
- N° 13 – Traction animale – La révolution zapatiste
- N° 14 – La chasse à courre, procès – Rwanda, les conclusions contestées
- N° 15 – Sauver les semences- L'utopie- Les Roms à Lyon- la décroissance
- N° 16 – Le papier recyclé – du don à la gratuité – Chiapas en danger

L'Altermondialiste est un bimestriel (un numéro tous les deux mois) édité par l'association :
« Utopia citée » (prix de l'adhésion 10€) Siège social : Au Village 81170 SOUEL

Directeur de la publication : Claude Le Guerrannic – Ont participé à la préparation de ce numéro :
Geneviève Decrop, Claude Le Guerrannic, Martine Varene

Imprimé par : Ets Rhode à Gaillac (Tarn) sur **papier recyclé** avec des encres végétales

Contact : journal-altermondialiste.81@orange.fr tél : 05 63 56 27 46

dépôt légal - N° ISSN : 1966-902X – Commission paritaire : 1010 G 89996

